

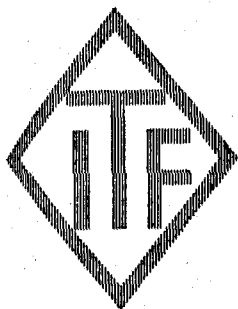


FASCISME

4^{ème} année
N°6

Amsterdam, le 21 mars 1936.

NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE LA
CLASSE OUVRIERE SOUS LA DICTATURE FASCISTE.



HITLER CRAINT LES OUVRIERS ALLEMANDS!

Les élections des "Conseils de confiance" sont décommandées.

Les élections des Conseils de confiance qui devaient avoir lieu les 3 et 4 avril ont été ajournées. Le mandat des "hommes de confiance" a été prolongé d'un an.

(I.T.F.) La loi sur l'ordonnance du travail allemand prescrit que chaque année dans toutes les entreprises occupant plus de 20 salariés les ouvriers et employés ayant droit de vote pourront rayer dans une liste de candidats les noms de ceux qu'ils ne désirent pas voir siéger au Conseil de confiance. La liste de candidats est établie par l'employeur en accord avec le représentant du Front du Travail. On ne tolère pas de listes rivales. Il n'est pas non plus admis de faire de la propagande contre une liste ni contre certains candidats de la liste. Officiellement, le scrutin est censé être secret, mais ces dernières années les ouvriers sont terrorisés et on exerce un contrôle sur leur vote. Chaque représentant du Front du travail et chaque chef d'entreprise dépendant de commandes de l'Etat, voulait en effet, enregistrer un résultat aussi favorable que possible. Avec un courage admirable de nombreux ouvriers ont néanmoins saisi l'occasion pour manifester leur hostilité contre la réaction sociale nazie. C'est pourquoi le Front du travail a dissimulé ces deux dernières années les véritables résultats des élections et n'a pour autant que possible publié que des chiffres faussés. Le résultat des premières élections en 1934 accusait, selon les affirmations des Nazis, "une majorité écrasante en faveur des listes de l'organisation des cellules d'entreprise nationales-socialistes (N.S.B.O.)" (Völkischer Beobachter du 26 mars 1935). Le 27 avril cependant, le Dr. Ley reconnaissait dans une correspondance de presse qu'en 1934 "à peine 40% des électeurs avaient participé au vote" en d'autres termes que 60% des ouvriers et employés allemands avaient saboté les conseils de confiance. Il ne se risqua toujours pas à indiquer le résultat de ces élections. On peut par conséquent admettre sans crainte d'erreur qu'au moins les trois quarts des ouvriers et employés ont voté l'année dernière contre les Nazis.

En 1935 les Nazis réussirent par une pression accentuée à imposer une participation plus forte aux élections. De nouveau les

Nazis parlaient en jubilant d'une "manifestation impressionnante" des ouvriers en faveur du Troisième Reich. Les représentants des groupements syndicalistes et socialistes clandestins ont pu cependant dans de nombreuses entreprises se mettre au courant des résultats réels des élections et constater que, lorsque la possibilité en existait les ouvriers avaient en très grande majorité manifesté contre la réaction nazie. Cette année, le Front allemand du travail avait, afin d'éviter que la liberté se fasse jour, envoyé à ses représentants, des instructions confidentielles destinées à dissimuler la vérité. Il avait été prescrit aux employeurs de remettre dans les 24 heures les résultats du scrutin, inscrits sur une formule spéciale à cet effet, à la direction de district qui peut, si nécessaire, prolonger le délai. Les directions de district devaient sur la base des résultats dans les entreprises rapporter à la direction arrondissementale en y joignant les exemplaires originaux des déclarations des entreprises. "Les chefs de district sont responsables de ce qu'aucune copie ne soit faite de ces déclarations ni par le représentant du Front du travail dans l'entreprise ni par le représentant de district."

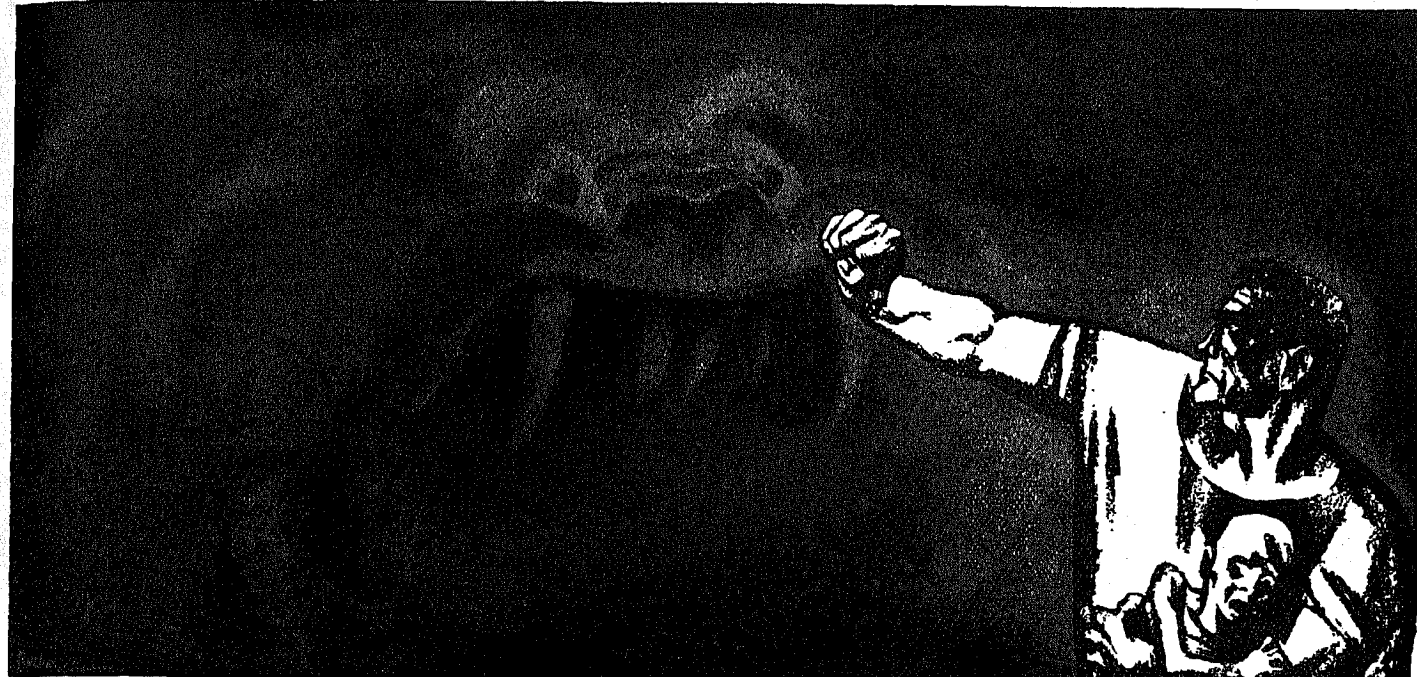
La publication des résultats des élections par un affichage dans les entreprises ne peut, selon la loi sur l'ordonnance du travail, contenir que l'indication des noms des candidats ayant été élus et de ceux qui ont été repoussés. Il est interdit de publier les nombres de voix remportés par les différents candidats. Il avait également été interdit aux chefs d'entreprise et aux représentants du Front du travail de renseigner la presse sur les détails des élections. Seules les directions arrondissementales du Front du travail ont le droit, après avoir transmis les renseignements concernant leur région, à la direction centrale nationale, de communiquer à la presse des données sur les résultats totaux dans leur arrondissement. La direction centrale aura la faculté de décider si des détails seront publiés et si oui, lesquels.

La direction du Front du travail espérait, par ces diverses mesures de précaution, empêcher tout contrôle des renseignements "officiels" et surtout de pouvoir se vanter en dehors des frontières du Troisième Reich, d'une "victoire" électorale. La Gestapo procéda de son côté avant les élections à des arrestations en masse.

Les élections dans les entreprises devaient avoir lieu sous la devise "Graisse ou minerai", en d'autres mots: "renoncez à la graisse afin qu'on puisse importer des minerais pour la fabrication de canons". Les Nazis désiraient mettre les travailleurs allemands à l'épreuve afin de constater leur mentalité par rapport à la guerre. Graduellement toutefois la direction du Front du travail reçut des rapports concernant l'état d'esprit véritable parmi les travailleurs. En même temps elle apprit que l'armée avait pris ses mesures pour pouvoir du moins obtenir des renseignements sur des élections tenues dans les entreprises travaillant pour le réarmement. La direction du Front du travail craignait par conséquent que l'armée se rendrait compte de telle manière de la faiblesse de ses positions et constaterait que les ouvriers désirent la paix. Plus que toute autre chose cependant, le ministère de la Propagande craignait que les ouvriers reprennent davantage confiance à leurs propres forces, après un nouvel échec des Nazis dans les entreprises. C'est pourquoi les élections prescrites par la loi ont été ajournées à la dernière minute. On ne s'est pas risqué à mettre à l'épreuve la mentalité des ouvriers !

Symptômes. (I.T.F.) Le Front allemand du travail publie avec un certain retard le texte d'un discours fait par le Dr. Ley le 5 décembre dans une réunion d'éducation du Front du travail. Il est facile de comprendre ce retard et aussi pourquoi le discours n'est communiqué à présent qu'aux milieux restreints des permanents du Front du travail. A Leipzig en effet, le Dr. Ley s'est vu obligé de menacer les représentants du Front du travail qui ne lui semblaient plus tout à fait dignes de confiance, d'une exclusion, en soulignant les conséquences qu'aurait pour eux l'exclusion: "Songez à ce qui vous arriverait si on vous enlevait la chemise brune. Vous seriez anéanti, du moins si vous avez été un Nazi sincère.... Il est nécessaire qu'on se rende compte que nous disposons d'un pouvoir inouï. Agissez en conséquence".

La direction du Front du travail se rend compte qu'un jour les ouvriers tâcheront de transformer leur organisme d'un bureau de propagande en une véritable représentation ouvrière. Le Dr. Ley a menacé de dissoudre le Front du travail dans ce cas". Si de nouvelles fractions se formaient le parti serait obligé de dire: "Je vous dissous, vous n'êtes plus selon mon désir. Le Front du travail n'est qu'un auxiliaire du parti."

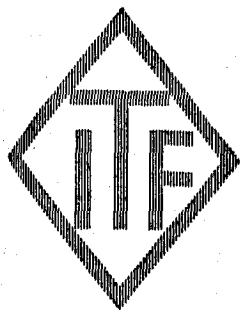


FASCISME

6^{ème} année
N°6

Amsterdam, le 21 mars 1936.

NOTES ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE
LA CLASSE OUVRIERE SOUS LA DICTATURE FASCISTE



Ce que Hitler veut au fond. (I.T.F.) Le chef de la propagande du district de Basse-Rhénanie du parti national-socialiste, Hermann Brouwers, a dans un discours fait le 28 février à Krefeld, exposé aux professeurs de Krefeld les véritables intentions de Hitler.

La faim : "Comment la faim est apaisée, cela n'a pas d'importance, que ce soit avec du beurre ou sans beurre. Il faut que chaque année nous renoncions à quelque chose afin de ne plus redevenir aussi rassasiés que nous l'étions avant la guerre!"

...et la guerre : "La principale tâche de l'éducateur, c'est de faire comprendre de nouveau à la jeunesse qu'on peut mourir avec honneur." Krefeld se trouve dans la zone démilitarisée jusqu'à tout récemment!

Menaces de guerre en Europe.- Guerre contre le propre peuple. (I.T.F.) Pendant les semaines ayant précédé l'entrée des troupes allemandes dans la zone démilitarisée rhénane, la terreur contre les travailleurs a encore été accentuée. En Bade, en Rhénanie, en Westphalie, bref dans tout le Reich, les ouvriers autrefois syndiqués dans les organisations libres ou chrétiennes, ont de nouveau été arrêtés par milliers. Beaucoup d'entre les arrêtés ont été martyrisés; beaucoup d'autres assassinés. Dans la maison de détention préventive de la Gestapo à Recklinghausen, Georg Reiler, l'ancien dirigeant régional de la Fédération libre des travailleurs de l'alimentation, a été torturé à mort. Le 6 mars il a été enterré au cimetière nord de Cologne; un grand nombre d'ouvriers assistaient aux funérailles. Quelques semaines plus tôt l'ancien militant de l'organisation libre des métallurgistes Arthur Schille avait été assassiné en Saxe.

Le danger de guerre est permanent. (I.T.F.) Le 7 mars 1930 la Fédération syndicale internationale et l'Internationale ouvrière socialiste ont arrêté ce qui suit dans une réunion commune: " En imposant à l'Allemagne les clauses de désarmement inscrites dans le Traité de Versailles, les autres puissances signataires du Traité ont pris l'engagement solennel de poursuivre le désarmement général. Cet engagement, jusqu'ici n'a point été tenu."

Depuis la fin de la guerre mondiale, c'est-à-dire depuis 1919, les organisations ouvrières se sont employées en faveur d'un désarmement général. Elles n'ont pas réussi à faire aboutir leurs revendications. La violation des promesses de désarmement de la part des gouvernements bourgeois des Etats vainqueurs a contribué

à créer une base pour le mouvement nationaliste allemand qui a donné naissance au parti national-socialiste. Si le traité de Locarno ne pouvait pas remplacer le désarmement qui n'avait pas été mis en pratique, il constituait du moins, en raison de la garantie des frontières entre l'Allemagne, la France et la Belgique, une certaine consolidation de la paix en Europe occidentale. Par ce traité, le Reich allemand s'est volontairement engagé à respecter la zone rhénane démilitarisée sur une largeur de 50 km. A plusieurs reprises Hitler a solennellement reconnu les engagements découlant du traité de Locarno. Néanmoins, les troupes placées sous sa direction suprême ont occupé le 7 mars 1936 la zone démilitarisée.

Si l'entrée des troupes allemandes n'a guère changé la situation de fait, la police militarisée, les membres du service du travail militairement dressés, les corps de défense ferroviaire et des postes, les "unions civiques", les détachements motorisés des chasseurs et les formations para-militaires du parti national-socialiste, toutes ces forces se trouvant dans la zone démilitarisée dépassaient de beaucoup l'importance des troupes qui y ont fait leur entrée le 7 mars dernier. Les puissances occidentales avaient toléré tacitement cette militarisation camouflée de la zone démilitarisée. Avec l'entrée des troupes toutefois en Rhénanie, le national-socialisme a déchiré comme un chiffon de papier le traité solennellement reconnu par lui et détruit ainsi l'illusion de certains pays que ce régime qui a violé toutes les promesses faites à son propre peuple, respecterait les engagements vis-à-vis de l'étranger. Les plus naïfs ont à présent pu constater ce que Mussolini venait de démontrer au monde: Les dictatures, pour se soustraire aux difficultés internes, ont recours à la guerre.

Le national-socialisme n'a poursuivi logiquement qu'une seule pensée: le réarmement et les préparatifs de guerre. En pleine paix il a organisé l'ensemble de l'économie sur un pied de guerre, il a militarisé toutes les entreprises, il force les masses à supporter la misère pour pouvoir construire des canons et des avions de bombardement. Au lieu d'importer les denrées alimentaires indispensables, le Troisième Reich importe des matières premières pour l'armement: à la place de graisse, de viande, d'œufs, du nickel, du cuivre et du vanadium. Des dizaines de milliers de chômeurs ont été privés de leur allocation. Ils doivent faire des travaux forcés à des salaires de famine. Des millions de marks sont en outre pressurés des masses comme versements "facultatifs". Tout cela ne suffisait pas cependant pour financer la création d'une armée qui serait la plus puissante du continent d'Europe. La dictature ne se risquait pas à contraindre les profiteurs de l'armement et les classes possédantes à payer les frais du réarmement. Toujours à nouveau elle différait la décision sur la question de savoir qui payerait les frais énormes de l'armement allemand et, en attendant, elle finançait la plus grande partie du réarmement au moyen de crédits à courte échéance espérant pouvoir les convertir en des emprunts à long terme. Vu toutefois que les emprunts à l'intérieur n'ont pu être placés qu'au moyen d'une confiscation des dépôts des épargnants et des capitaux des institutions d'assurances sociales, le Troisième Reich se trouvait en automne 1935 déjà devant l'alternative: suspension du réarmement ou augmentation des impôts pour pouvoir continuer à financer les préparatifs de guerre.

Pendant un certain temps, le régime hitlérien comptait pouvoir contracter des emprunts à l'étranger. Des banquiers anglais et français allaient être invités à fournir au Troisième Reich de quoi construire des avions destinés à venir bombarder Paris et Londres de gaz asphyxiants et de bombes incendiaires. Lorsque, fin novembre, les négociations avaient échoué, le régime chancela et d'importants ordres passés pour le réarmement furent retirés. Depuis le début de décembre déjà, le réarmement a repris à l'ancien rythme. La dictature s'est décidée à en payer une partie au moyen d'impôts. Depuis des semaines une lutte se livrait autour de la question de savoir qui supporterait les nouvelles charges. La décision semble avoir été prise. Comme on pouvait s'y attendre, on crée de nouveaux impôts grevant les masses et on ne perçoit qu'un impôt "symbolique" des possédants.

Le Front allemand du travail avait promis aux ouvriers à l'occasion du 1er mai 1936, la réalisation du "salaire équitable". A la place de cela, les salaires réels, déjà sensiblement atteints par le renchérissement de la vie d'environ 20% et par d'innombrables retenues, seront réduits davantage par de nouveaux impôts, tandis que les revenus des classes moyennes et des paysans seront affectés de la même manière. La dictature nazie s'est sentie dans l'obligation de démontrer, avant de proclamer de nouveaux impôts, que les canons ac-

acquis au prix de privations ont leur utilité et que cela vaut la peine de continuer à se priver pour une continuation de l'armement. Il fallait que le grondement des moteurs des avions et que les fanfares militaires fassent oublier le grondement des estomacs. C'est en première ligne à cause de cela qu'a eu lieu sous la pression du ministère de la Propagande, l'entrée des troupes dans la zone démilitarisée. C'était jouer avec le feu. Hitler s'y est risqué afin de briser des résistances intérieures, afin d'éloigner par des succès de politique extérieure les petits bourgeois déçus des ouvriers révoltés, et si à Londres et à Paris régnaient des irresponsables dans le genre de Hitler et de Mussolini, l'Europe serait aujourd'hui en flammes. Ce n'est pas le mérite de Hitler si la paix est maintenue. S'il a été possible d'éviter la guerre, le danger de guerre reste menaçant. Si les difficultés intérieures continuent à croître dans le Troisième Reich, le national-socialisme déclenchera une guerre avec la même légèreté criminelle qui a poussé Mussolini à l'invasion en Abyssinie.

Avoir fermement pris pied le long du Rhin lui facilitera le jeu. Aussi longtemps que règnent des dictatures, la paix européenne sera menacée par suite de l'effondrement. Hitler est un danger pour la paix. Pas à pas il prépare une conflagration mondiale. L'heure présente réclame une lutte sans compromis de tous les travailleurs contre le danger de guerre fasciste, contre les dictatures et contre les gouvernements qui appuient les dictatures.

Les plus braves d'entre les ouvriers allemands ont engagé la lutte contre la dictature hitlérienne, pour leur liberté et pour la paix. Il est un devoir d'appuyer cette lutte par tous les moyens.

Seul le renversement des dictatures peut assurer la paix en Europe et dans le monde.

Le fouet de la faim. (I.T.F.) La Gestapo a le droit à tout moment de procéder à l'arrestation de tout citoyen allemand pour "sa propre protection". Il n'existe pas de moyen légal de se défendre contre les mesures de la Gestapo; le Troisième Reich est le règne de l'arbitraire. A présent un tribunal prud'hommal provincial a décrété que les ouvriers et employés arrêtés pour "leur propre protection" peuvent être congédiés de leur travail sans préavis même s'ils ne se sont rendus coupables d'aucun acte passible de peine. Même si la procédure pénale est suspendue par la suite, le chef d'entreprise n'en a pas moins le droit de prononcer le congédiement immédiat contre le présumé coupable. Cette forme d'arrestation est en elle-même déjà un motif valable pour le congédiement et elle sera toujours considérée comme telle lorsqu'il est permis de supposer que l'arrestation durera un certain temps. (Jugement du tribunal prud'hommal de Francfort s/M. reproduit dans le "Frankfurter Zeitung" du 14 mars.) On voit donc que la police secrète a la possibilité de condamner au chômage perpétuel chacun qui n'a pas l'heur de lui plaire.

Salaires et dividendes. (I.T.F.) Les travailleurs autrichiens se sont mis en mouvement. Malgré tous les efforts faits par le Syndicat unique pour les en priver, des grèves en partie victorieuses ont été déclenchées à Vienne et en province. En province les mouvements ont été menés dans des entreprises de moindre importance; l'important mouvement toutefois des ouvriers des fabriques viennoises d'autos Austro-Fiat et Saurerwerke a acquis une signification symptomatique pour tout le pays. Lors des négociations qui mettaient en présence des représentants des industriels avec les secrétaires imposés du syndicat unique, les employeurs avaient catégoriquement repoussé toutes les demandes ouvrières. "Les porte-parole du patronat pensent pouvoir tirer certains avantages économiques des fataux événements de février 1934" -- ainsi déclarait le 28 février dans une conférence du syndicat fasciste des ouvriers métallurgistes, un des participants aux pourparlers, le représentant des Saurerwerke. A l'occasion de ladite conférence le sous-secrétaire d'Etat pour les questions ouvrières Znidaric tenta d'apaiser les travailleurs. Toutefois, sous la pression de ceux-ci, les "représentants" nommés du personnel défendirent le droit des ouvriers de faire la grève même dans l'Etat corporatif. L'agitation parmi les travailleurs autrichiens au sujet de l'attitude des industriels était si vive que le journal officieux viennois "Die Reichspost" tâchait le lendemain (29 février) dans un article intitulé "Salaires et dividendes" de reprendre les arguments des travailleurs en déclarant qu'il était nécessaire que les industries fonctionnant à la suite de commandes de l'Etat, augmentent les salaires.

"Dans les milieux des travailleurs, des bruits circulent disant que telle et telle industrie se trouve dans une situation plus favorable

que le ne font apparaître les bilans et que ces industries pourraient par conséquent accorder des salaires plus élevés ou diminuer le prix de leurs produits dans l'intérêt de la communauté, partant des travailleurs. Or, ces affirmations ne sont pas toujours dénuées de tout fondement". "Il ne faut pas", ainsi continue le journal "se laisser induire en erreur par la comédie de pauvreté des industriels. Il y a des entreprises grandes et moyennes faisant des affaires très satisfaisantes et qui néanmoins, ne fut-ce que pour l'impression à créer, ne distribuent pas de dividendes".

Le journal cite par exemple une entreprise qui en quatre ans a gagné pas moins de 37 millions de schillings et "malgré cela n'a plus payé de dividendes depuis 1931". Ce cas n'est pas unique en son genre. Les gros actionnaires "tâchent pour autant que possible de tenir de court ceux qui ne font pas partie du groupe de la majorité" sans toutefois s'oublier eux-mêmes. Avant la crise économique déjà il était assez fréquent que de gros actionnaires, siégeant en même temps au conseil d'administration trouvaient le moyen de compenser des dividendes modestes par des tantièmes et autres indemnités élevées. Ces pratiques semblent s'être étendues entretiens... En 1929 et 1930 on était indigné de manière générale en apprenant que quelques directeurs de banque en faillite détenaient une douzaine de postes comme membres de conseils d'administration etc. Il était manifeste à cette époque qu'une pareille accumulation de postes servait bien plutôt à l'avantage personnel qu'au contrôle des entreprises en question. Sous la pression de l'opinion publique on a alors, pendant quelque temps, observé une certaine mesure... Aujourd'hui (dans l'Etat corporatif chrétien! Réd.) on en est dans les grandes lignes de nouveau là où on en était en 1929. Il ne serait pas possible sinon qu'un même et unique fonctionnaire occupe onze fois le poste de président, 5 fois le poste de vice-président et 15 fois le poste de membre d'un conseil d'administration.... ce serait une erreur que de croire que les ouvriers ignorent toutes ces choses".

Le 5 mars "Die Reichspost" se prononçait tout à coup dans un article de fond contre toute augmentation de salaire, soulignant que le "but" de la politique économique de la dictature chrétienne était "la rentabilité des entreprises". La dictature a choisi le parti des dividendes contre celui des salaires.

Schuschnigg intervient. (I.T.F.) Lorsque les ouvriers des fabriques d'automobiles Austro-Fiat et Saurerwerke réclamaient une augmentation de 15%, le syndicat unique fasciste tenta tout d'abord de faire échouer le mouvement, mais les ouvriers ont contraint l'organisation fasciste à défendre leurs revendications. Les employeurs ayant refusé toutes négociations au sujet d'une majoration, les hommes de confiance du personnel des deux fabriques se sont rendus auprès du chancelier Schuschnigg. Le chancelier a déclaré que les revendications ouvrières étaient justifiées et a invité les industriels à ouvrir des négociations avec le syndicat unique. Dès le début des négociations, les industriels déclarèrent qu'en aucun cas ils ne donneraient suite à la demande d'augmentation des salaires. Il ne s'agissait là, à leur avis, que d'une manoeuvre des syndicalistes clandestins. Les salaires actuels étaient d'ailleurs socialement justifiés. Le syndicat unique voulait se déclarer d'accord avec ce refus, mais les ouvriers désiraient que l'action soit poursuivie et voulaient de nouveau se rendre auprès du chancelier. Celui-ci leur fit toutefois savoir qu'entretiens, à la suite de renseignements reçus de l'Association des industriels, il était convaincu que les salaires des ouvriers des fabriques d'automobiles étaient "socialement justifiés". Les industriels étaient intervenus, eux.

La faim règne en Autriche. (I.T.F.) "Suivant les récentes statistiques, l'ouvrier autrichien touche en moyenne un salaire hebdomadaire de 40 schillings. Un ménage ouvrier a à faire face outre à la nourriture, à une série d'autres dépenses indispensables: loyer, vêtements, gaz, éclairage, chauffage, caisse d'assurance-maladie, savon etc. Suivant les calculs de la Chambre syndicale des ouvriers et employés de Vienne, ces dépenses reviennent pour une famille de deux adultes et deux enfants à environ 21 schillings par semaine. Ces calculs sont basés sur le loyer relativement bas de 20 schillings par mois. Un pareil ménage ne garde donc pour la nourriture que 19 schillings. Ce montant permet tout au plus de payer le 80% des aliments nécessaires pour le maintien de la santé." ("Der Gewerkschaftler", organe du syndicat unique fasciste, numéro de mars 1936)

"Justice corporative"(I.T.F.) Officiellement les employeurs et les ouvriers ont les mêmes droits dans la direction des corporations fascistes italiennes. A côté de ces deux catégories toutefois, et des représentants du parti fasciste--généralement du côté des employeurs -- il y a encore des experts. Par le détour de ces experts, les industriels ont réussi à conquérir une majorité dans les organes centraux de la direction des corporations. Dans le "conseil national pour la cellulose et le papier" ils ont poussé les choses si loin que même le journal des organisations ouvrières fascistes "Il Lavoro Fascista" a cru devoir protester : " Cet organe national comporte jusqu'à 13 représentants des industriels et 3 --nous disons trois-- représentants des travailleurs. Nous déclinons tout de suite que nous n'avons rien à redire sur le nombre des industriels appelés à faire partie du nouvel organe. Treize est un nombre trop sympathique pour qu'il soit modifié; ce qui toutefois ne va pas c'est la composition de la représentation des ouvriers qui est trop restreinte en comparaison de l'autre".

Ainsi écrit le journal ouvrier fasciste le 4 janvier 1936. Jusqu'à présent cette situation n'a pas été modifiée.

En Autriche, le Parlement écarté, a été remplacé par des organes consultatifs dans lesquels les travailleurs ont été éliminés conformément au principe de la justice corporative. "On se rappelle qu'immédiatement après la constitution des nouveaux organes légalement prévus, des protestations se sont fait entendre de la part des employés et des ouvriers, contre la représentation trop minime de ces catégories dans les nouveaux organes. On a voulu consoler les ouvriers en disant qu'il ne s'agissait que d'une situation provisoire et en leur promettant des modifications. De pareilles modifications n'ont hélas pas été pratiquées jusqu'à présent. (Oesterreichische Arbeiterzeitung, 29 février 1936)

La justice corporative continue à être pratiquée en Autriche de la même manière qu'en Italie. En Allemagne il n'y a même pas un semblant de représentation ouvrière.

Dans la Sarre.(I.T.F.) Suivant une constatation de la "Frankfurter Zeitung" du 8 mars, l'adaptation des prix dans la Sarre au niveau des prix allemands a eu comme conséquence une augmentation de l'indice de l'alimentation de 20 % (évaluation prudente) en tenant compte encore du fait que les pommes de terre dont la consommation est élevée, se trouvaient déjà à peu près au même prix. Ce renchérissement de la vie a été suivi par une augmentation des salaires allant de 7 à 15%. Cette augmentation des salaires nominaux a été annulée en grande partie par l'augmentation des versements "facultatifs".

LES OUVRIERS DU TRANSPORT SOUS LE FASCISME.

Les conducteurs de taxi et la "Force par la Joie". (I.T.F.) Grâce à l'activité de leur syndicat les chauffeurs hambourgeois avaient réussi à obtenir jusqu'à 8 jours de congé annuel payé. Or, le Commissaire au travail, le Nazi qui règne en maître sur les salaires, a décrété "en considération de la situation difficile dans laquelle se trouve l'industrie des auto-taxis" (en d'autres termes les employeurs) que ce congé annuel serait avili et ramené de manière générale à quatre jours. Les jours de congé ne sont plus rétribués qu'à raison de 5 marks à la place des 7 marks (payés encore pendant l'année de crise 1932). Cette réduction de 28,5% correspond à peu près au recul du revenu des chauffeurs hambourgeois sous le régime nazi, qui leur avait promis une amélioration de leur situation.

En été 1936 un congrès mondial de l'Association récréative "La Force par la Joie" doit se réunir à Hambourg. La "hausse" escomptée pour les semaines du congrès ne sera profitable qu'aux entrepreneurs de taxi, car pour les chauffeurs, le Commissaire du travail a prolongé de manière expresse tous les avilissements décrétés pour 1935.

Chauffeurs exploités. (I.T.F.) Le rapport qui vient d'être publié par l'Inspection du travail allemande éclaire d'un jour cru les causes des nombreux accidents de la circulation sur les routes allemandes. Les fonctionnaires nazis se plaignent amèrement de la manière dont sont exploités les travailleurs des transports automobiles de marchandises. Ils signalent que des cas se produisent de chauffeurs qui, en devant fournir en sept jours 120 heures de travail effectif --la simple présence non comprise-- n'ont pu se coucher qu'une seule fois et dont le revenu ne s'élève néanmoins après déduction de leurs frais qu'à 25 pfennigs à l'heure. La dictature nazie qui jette en prison sans égards chaque ouvrier qui ose demander de meilleures conditions de vie, ne se risque pas à intervenir contre les employeurs qui exploitent à ce point leurs salariés.

"Représentants du personnel". (I.T.F.) L'ordonnance suivante du directeur général des chemins de fer fédéraux autrichiens Schöpfer (5 décembre 1935), indique quelle valeur les chefs attachent aux "représentants du personnel" dont ils ont complètement en mains la nomination:

"Suivant des renseignements qui nous sont parvenus des directions régionales, les organes corporatifs de district réclament pour leurs présidents et membres des facilités de service afin de pouvoir tenir certains jours de semaine, pendant les heures de service, des heures de consultation. Veuillez ne pas donner suite à ces demandes Des promesses qui auraient déjà été faites, contrairement à l'instruction ci-dessus, doivent être retirées immédiatement".

Réduction de salaire comme punition. (I.T.F.) Le syndicat fasciste / des travailleurs du commerce et des communications constate que certains employeurs "infligent des amendes aux ouvriers qui, de l'avis de leur chef, commettent de légères imprudences ou de petites fautes dans l'exécution de leur travail. Ces amendes sont retenues sur les maigres salaires et leur montant passe dans les poches de l'employeur. Plus d'un employeur est sans cesse à la recherche de motifs justifiant ce genre de punitions. La raison n'en est que trop facile à comprendre: les employeurs espèrent pouvoir ainsi s'écarter du moins en partie des salaires prévus par contrat collectif ou convenus par contrat individuel." (Der Arbeiter im Handel und Verkehr, mars 1936).

Depuis la destruction des syndicats libres, les employeurs autrichiens peuvent tout se permettre!